

La France et l'Irlande nationaliste de 1860 à 1890 : évolution et mutation de liens multiséculaires

Janick Julienne

Citer ce document / Cite this document :

Julienne Janick. La France et l'Irlande nationaliste de 1860 à 1890 : évolution et mutation de liens multiséculaires. In: Études irlandaises, n°24-1, 1999. pp. 123-136;

doi : 10.3406/irlan.1999.1487

http://www.persee.fr/doc/irlan_0183-973x_1999_num_24_1_1487

Document généré le 11/06/2016

Résumé

Durant la seconde moitié du XIXe siècle, les relations franco-irlandaises s'appuient sur une longue histoire enracinée dans la mémoire des deux peuples. Pourtant, de 1860 à 1890, cette « amitié franco-irlandaise » subit de profondes mutations. Durant le Second Empire, les nationalistes irlandais trouvent toujours en France un refuge et surtout le soutien d'une large partie des élites, et parfois même du gouvernement de Napoléon III. Mais à partir de la guerre franco-prussienne et surtout de la défaite française, les liens franco-irlandais se desserrent rapidement : la France perd son rôle d'alliée militaire, puis politique. Au terme des trois décennies, « l'amitié franco-irlandaise » n'est plus qu'un souvenir, un mythe. Cette évolution est déterminée par l'histoire des deux peuples, et par la vie politique française en particulier ; mais la désaffection de l'opinion publique française s'explique surtout dans une large mesure par la prégnance des stéréotypes français sur l'Irlande.

Abstract

During the second half of the nineteenth century, the Franco-Irish relations had their roots in an old common history deeply inscribed in the minds of the Irish and the French. Nevertheless, from 1860 to 1890, this « Franco-Irish Friendship » underwent profound changes. During the Second Empire, the Irish nationalists found in France a shelter and the support of the French elite, and sometimes also the support of the government of Napoleon III. But after the Franco-Prussian war, and especially after the French defeat, the Franco-Irish links crumbled away : France lost her role of military ally, and then her role of political ally. At the end of these three decades, « the Franco-Irish Friendship » had become a memory, a myth. This evolution was determined by the history of both peoples, and by the French political life in particular ; but the importance of the French stereotypes on Ireland explained, to a large extent, the disaffection of the French public opinion to the Irish question.

LA FRANCE ET L'IRLANDE NATIONALISTE DE 1860 À 1890 : ÉVOLUTION ET MUTATION DE LIENS MULTISÉCULAIRES

Janick JULIENNE

Résumé / Abstract

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, les relations franco-irlandaises s'appuient sur une longue histoire enracinée dans la mémoire des deux peuples. Pourtant, de 1860 à 1890, cette « amitié franco-irlandaise » subit de profondes mutations. Durant le Second Empire, les nationalistes irlandais trouvent toujours en France un refuge et surtout le soutien d'une large partie des élites, et parfois même du gouvernement de Napoléon III. Mais à partir de la guerre franco-prussienne et surtout de la défaite française, les liens franco-irlandais se desserrent rapidement : la France perd son rôle d'alliée militaire, puis politique. Au terme des trois décennies, « l'amitié franco-irlandaise » n'est plus qu'un souvenir, un mythe. Cette évolution est déterminée par l'histoire des deux peuples, et par la vie politique française en particulier ; mais la désaffection de l'opinion publique française s'explique surtout dans une large mesure par la prégnance des stéréotypes français sur l'Irlande.

Relations franco-irlandaises, XIX^e siècle, Fenians, Irlandais - Paris, Napoléon III, Guerre franco-prussienne, Commune de Paris, Maréchal Mac-Mahon, Charles Stuart Parnell, stéréotypes.

During the second half of the nineteenth century, the Franco-Irish relations had their roots in an old common history deeply inscribed in the minds of the Irish and the French. Nevertheless, from 1860 to 1890, this « Franco-Irish Friendship » underwent profound changes. During the Second Empire, the Irish nationalists found in France a shelter and the support of the French elite, and sometimes also the support of the government of Napoleon III. But after the Franco-Prussian war, and especially after the French defeat, the Franco-Irish links crumbled away : France lost her role of military ally, and then her role of political ally. At the end of these three decades, « the Franco-Irish Friendship » had become a memory, a myth. This evolution was determined by the history of both peoples, and by the French political life in particular ; but the importance of the French stereotypes on Ireland explained, to a large extent, the disaffection of the French public opinion to the Irish question.

Franco-Irish relations, XIXth century, Fenians, Irish/Paris, Napoleon III, Franco-Prussian War, Commune, Marechal Mac Mahon, stereotypes.

Au XIX^e siècle, « l'amitié franco-irlandaise » est déjà profondément enracinée dans la mémoire des peuples français et irlandais, s'appuyant

sur un lourd héritage : l'installation de religieux irlandais en France dès le VI^e siècle et plus encore à partir du XVI^e siècle, puis la formation de brigades irlandaises dans les armées françaises et l'appui politique et militaire des souverains français de Louis XIV à Napoléon Bonaparte ont forgé cette « amitié » entre les deux peuples, faisant de la France une alliée, un appui incontournable pour toute tentative de soulèvement irlandais. Durant la première moitié du XIX^e siècle, les revendications irlandaises soulèvent encore l'enthousiasme dans les salons parisiens et, réciproquement, c'est vers le gouvernement français que les nationalistes irlandais du mouvement « Jeune Irlande » se tournent en 1848 pour obtenir un soutien politique, et peut-être militaire (1).

Pourtant, cette tradition pluriséculaire imprimée dans l'imaginaire des Irlandais et des Français subit de profondes mutations durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Peu à peu, sous le Second Empire et surtout après le conflit franco-prussien, l'écart se creuse entre les attentes des Irlandais et les réactions des élites et des gouvernements français : au terme de cette évolution, à la fin des années 1880, l'amitié franco-irlandaise n'est plus qu'un mythe.

La France du Second Empire, protectrice et alliée des nationalistes irlandais

Sous le Second Empire français, les Irlandais forment une communauté aussi active qu'hétéroclite à Paris : au noyau ancien d'officiers vétérans des brigades irlandaises, les « Anciens Irlandais », parfaitement intégrés dans les cercles conservateurs parisiens, s'ajoutent des visiteurs ou des résidents plus ou moins stables, étudiants, artistes (2), journalistes et surtout des nationalistes réfugiés en France après l'échec du soulèvement de 1848. C'est à partir de ces derniers que James Stephens, lui-même réfugié dans la capitale française après les événements de 1848, constitue à Paris un pôle du mouvement Fenian, le second pôle étant organisé à New York par John O'Mahony, entre 1858 et 1859 : jusqu'en 1867, le mouvement Fenian se structure autour de ces deux pôles à partir desquels, à l'abri des persécutions britanniques, il développe des ramifications en Irlande, planifie les attentats et les soulèvements mis à exécution en Grande-Bretagne de 1865 à 1867. La capitale française n'est plus seulement un refuge, elle devient un centre actif du mouvement révolutionnaire irlandais dirigé par Stephens qui s'entoure d'un noyau de Fenians très mobile, composé notamment de Thomas Clarke Luby, John et Arthur O'Leary, Joseph Denieffe, Edmond O'Donovan, David Bell et de ses cousins, Andrew, James, Joseph et Patrick Casey.

Bien qu'elles se fréquentent peu, les communautés irlandaises gravitent à Paris autour des mêmes quartiers où elles logent et se retrouvent : le quartier latin, le 17^e arrondissement et aux alentours de

l'Opéra (3) et du Palais Royal. Ainsi, alors que les étudiants et les nationalistes révolutionnaires habitent plutôt dans les pensions bon marché, particulièrement l'une d'entre elles située 26 rue Lacépède, à proximité du Panthéon, les Anciens Irlandais, tel Miles Byrne qui participa au soulèvement des United Irishmen en 1798 avant de rejoindre la Légion irlandaise, s'installent plus volontiers dans le quartier des Champs-Élysées (4). Les Irlandais de Paris se croisent dans ces quartiers, parfois aussi au Collège des Irlandais et à l'église passioniste anglophone située avenue de la Reine Hortense, dans le XVII^e arrondissement ; mais ils forment des groupes distincts, animés par des convictions, des objectifs et des intérêts différents. Seul John Patrick Leonard, professeur d'anglais d'origine irlandaise, installé en France depuis 1829, naturalisé français en 1848 (5), parvient à s'intégrer aussi bien parmi les Anciens Irlandais qu'auprès des réfugiés politiques et même des artistes. Quels que soient leur mode de vie ou leurs convictions politiques, tous ces Irlandais partagent un sentiment nationaliste prononcé qu'ils s'efforcent de diffuser auprès de leurs amis français.

En effet, les élites politiques et culturelles françaises restent sensibles à ~~la question irlandaise. Dès le début du Second Empire, les libéraux~~ français, dont une partie est réfugiée à Londres, se sont détournés de la cause de l'Irlande : érigeant leur hôte anglais en modèle du libéralisme, ils concluent à l'immaturité chronique du peuple irlandais, incapable de profiter des bienfaits des institutions libérales anglaises. Au contraire, les républicains français conservent toute leur sympathie pour les revendications irlandaises ; ils dénoncent d'autant plus volontiers l'oppression britannique en Irlande qu'ils subissent eux-mêmes en France la rigueur du Second Empire. Ainsi, en 1867 et 1868, la campagne pour l'amnistie des Fenians emprisonnés et condamnés à mort mobilise les républicains français réfugiés à Londres, et Victor Hugo, également en exil, adresse une lettre à la reine d'Angleterre pour obtenir la grâce d'un Fenian condamné (6). Mais bâillonnés en France où ils ne jouissent encore que d'une faible audience, les républicains français ne constituent pas un appui pour les nationalistes irlandais. C'est donc essentiellement parmi les conservateurs et parmi les cléricaux que les patriotes irlandais trouvent leur meilleur soutien. Perçue comme une île totalement préservée des tumultes politiques, économiques et sociaux qui agitent les sociétés occidentales depuis le début du siècle, pour les conservateurs français, l'Irlande incarne d'une part l'image d'une société rurale et catholique d'Ancien régime dont ils ont la nostalgie, et d'autre part la lutte contre le libéralisme et le protestantisme abhorrés. Ainsi s'expliquent les efforts déployés par l'illustre évêque d'Orléans, Mgr Dupanloup, en faveur de l'Irlande : informé et directement sollicité par son ami John Patrick Leonard, Mgr Dupanloup lance un appel en faveur des Irlandais en

détresse auprès des catholiques de Paris, à l'église Saint-Roch, le 25 mars 1861 (7), et adresse gracieusement aux prélats irlandais qui le lui demandent des exemplaires de ses œuvres, traduites et très appréciées en Irlande (8). Plus surprenants sont les liens noués par le leader des Fenians à Paris, James Stephens, avec le marquis Boissy du Coudray, sénateur légitimiste, radical, chauvin et très anglophobe, qui le reçoit (9), lui ouvre son salon, le présentant à la société parisienne comme le « futur président de la république irlandaise » (10). Stephens fréquente également deux écrivains dotés alors d'une certaine notoriété et surtout choyés par les gouvernements du Second Empire, Léon Gozlan (11) et Jules Sandeau (12). Ainsi, en France, dès le début du Second Empire, les communautés de nationalistes irlandais trouvent leurs plus solides appuis dans les milieux conservateurs et non plus parmi les libéraux, qui étaient leurs plus fervents hérauts durant la première moitié du siècle, lorsque le droit des nationalités était au centre de leur lutte.

La position adoptée par les autorités françaises reflète cette sympathie pour l'Irlande affichée par les conservateurs français, mais pondérée par la volonté de ménager l'Angleterre. Les consuls français à Dublin témoignent très régulièrement des sollicitations dont ils sont l'objet en tant que représentants de la France et des espoirs que continue à susciter le souvenir des débarquements français en Irlande (13) ; le 19 mai 1865, le quotidien nationaliste *The Irishman* va jusqu'à affirmer que James Stephens aurait été reçu par Napoléon III en personne, qu'il serait en contact suivi avec Drouyn de Lhuys, ministre des Affaires étrangères et que le mouvement Fenian serait soutenu financièrement par Paris, informations qui ne sont corroborées par aucune source. De fait, l'impératrice Eugénie, dont l'influence sur l'empereur est avérée, se montre particulièrement généreuse dans ses œuvres au profit des Irlandais (14) et Napoléon III, qui souhaite inscrire sa politique dans la continuité de celle menée par son oncle, Napoléon Bonaparte, affiche sa volonté de soutenir les peuples opprimés. En 1868, le gouvernement français rejette une requête des autorités anglaises visant à obtenir l'interception du courrier que le Fenian James O'Kelly se faisait adresser en poste restante en France, au Havre (15). La même année, Napoléon III refuse l'extradition de deux Fenians impliqués dans l'attentat perpétré à la prison de Clerkenwell, arguant du fait que les deux hommes, James Murphy et Patrick Casey, sont des patriotes en guerre contre un ennemi de leur patrie (16). Par delà son éventuelle inclination personnelle en faveur de l'Irlande, l'empereur français s'efforce surtout d'utiliser ces affaires pour montrer à l'Angleterre qui accueille les réfugiés politiques français combien la protection d'opposants politiques peut être préjudiciable. Mais comme Louis XIV ou Napoléon Bonaparte, Napoléon III se sert de la cause irlandaise plus qu'il ne la sert. De fait, il

sait aussi préserver les intérêts diplomatiques français, comme le prouve la saisie par les autorités françaises d'un pamphlet dénonçant le traitement des prisonniers politiques irlandais, au mois de juillet 1869, saisie justifiée par le souci de ne pas froisser « notre cordiale alliée » (17).

Sous le Second Empire, de 1851 à 1870, la question irlandaise bénéficie toujours en France du soutien d'une large partie des élites politiques et culturelles françaises et dans une certaine mesure, de celui des gouvernements. « L'amitié franco-irlandaise », le souvenir des liens qui unirent ponctuellement les peuples français et irlandais expliquent la sympathie spontanée exprimée pour l'Irlande ; mais la question irlandaise apparaît surtout comme un vecteur politique, qui permet aux uns d'exprimer leur nostalgie d'une société conservatrice d'Ancien régime, pour les autres de dénoncer l'oppression politique.

La guerre franco-prussienne : charnière des relations franco-irlandaises

La guerre franco-prussienne de 1870-71 et la Commune de Paris de 1871 introduisent une rupture dans ces liens traditionnels franco-irlandais. Lorsqu'éclate le conflit, une très large partie du peuple irlandais se mobilise pour soutenir les Français et l'effort de guerre engagé par leur gouvernement : des manifestations de soutien à la France et d'hostilité à la Prusse sont organisées dans les grandes villes irlandaises (18), des souscriptions sont lancées pour expédier des colis de bandages, de linge, des sommes d'argent (19), une ambulance irlandaise est mise en place pour sillonner les champs de bataille (20), à Paris le Collège des Irlandais est transformé en hôpital de fortune (21), des volontaires irlandais s'engagent individuellement dans les armées françaises et des nationalistes s'efforcent même, de façon plus ou moins fructueuse, de ressusciter les Brigades irlandaises (22). Cette prodigalité et cet élan massif qui portent les Irlandais au secours des Français traduisent la volonté de faire renaître un passé commun, devenu mythique, liant très fortement les deux peuples. La portée symbolique de cette mobilisation est promptement utilisée en Irlande par les leaders nationalistes : ainsi, dans un meeting organisé au mois de janvier 1871 par le parti nationaliste irlandais pour le Home Rule, P.J. Smyth dénonce l'oppression anglaise en stigmatisant la législation britannique qui prohibe l'engagement d'Irlandais dans les armées étrangères, empêchant ainsi les Irlandais de remporter « une nouvelle victoire de Fontenoy » (23). Aux griefs politiques s'ajoutent des considérations religieuses, le conflit franco-prussien se traduisant en Irlande par un regain de tension opposant d'un côté les catholiques favorables à la France, de l'autre les orangistes d'Ulster farouchement hostiles aux Français (24). Si, en France, l'implication des Irlandais ravive simplement une longue tradition ancrée dans la mémoire collective, dans

l'Irlande agitée depuis une dizaine d'années par le Fénianisme et par les revendications agraires, elle prend une plus grande envergure, symbolisant la lutte pluriséculaire contre la domination britannique, avec l'appui de la France. Le conflit franco-prussien se présente ainsi comme le point culminant de cette « amitié franco-irlandaise » sur laquelle reposent les attentes des nationalistes irlandais à l'égard de la France. Mais la défaite française et la Commune de Paris viennent rapidement mettre un terme à cette euphorie, instituant une véritable rupture dans les relations franco-irlandaises.

En effet, la reddition française met un terme aux espoirs enracinés dans la tradition nationaliste irlandaise. Jusqu'en 1870, même si elle demeure improbable, l'idée d'une intervention militaire française reste une solution envisageable, permettant aux nationalistes irlandais d'utiliser l'« amitié franco-irlandaise » pour faire pression sur l'Angleterre. A partir de 1871, déchue de son rang sur l'échiquier européen, affaiblie financièrement et bientôt isolée diplomatiquement par la politique du chancelier Bismarck, la France n'aura de cesse de récupérer l'Alsace et la Lorraine et de redorer son blason. Ce revirement dissipe définitivement les derniers rêves de soutien militaire et même politique encore entretenus par les nationalistes irlandais sous le Second Empire.

Cette rupture est accentuée presque aussitôt par les convulsions révolutionnaires de la Commune. Alors que la guerre fait resurgir le souvenir d'une France catholique, protectrice des peuples opprimés, et plus particulièrement de l'Irlande, la Commune de Paris rappelle aux Irlandais la rupture introduite par la France révolutionnaire et impie de 1793. Les excès des Communards français, dont témoigne l'administrateur du Collège des Irlandais (25), heurtent profondément et durablement les catholiques irlandais comme le prouve l'accueil que reçut en Irlande le républicain français Henri Rochefort, trois ans plus tard. Lors de son débarquement à Queenstown, en 1874, Henri Rochefort, qui se distingua pourtant en 1869 par son soutien au Fenian O'Donovan Rossa incarcéré, mais qui fut impliqué dans la Commune et en conséquence condamné à la déportation, fut très violemment pris à parti par la foule au cri de « murder of archibishop », justifiant l'intervention des forces de police, et le même accueil lui fut réservé à Cork, à Kingstown et à Dublin (26). Dix ans plus tard, en 1881, évoquant une visite rendue à Rochefort par le leader du parti pour le Home rule, Charles Stuart Parnell, le correspondant du quotidien *Le Temps* à Londres note la réprobation qu'elle suscite et constate « qu'en Irlande on n'a pas amnistié la Commune » et que « Parnell perdra son prestige s'il paraît avoir recherché l'appui des intransigeants français » (27). Anticléricale, la France n'apparaît plus comme une nation catholique susceptible de s'engager pour un peuple coreligionnaire opprimé.

Les années 1870-71 constituent donc un tournant dans les relations franco-irlandaises : la France n'est plus une alliée militaire et perd son image de grande nation catholique alliée. Ebranlée par ces événements, « l'amitié franco-irlandaise » perdure néanmoins : déchue de son rôle d'alliée militaire et politique, la France conserve l'image d'un pays « ami » mais l'image anticléricale et révolutionnaire ravivée par la Commune vient pondérer cette perception, faisant cohabiter deux aspects. La guerre franco-prussienne et la Commune ont donc introduit une rupture et une mutation dans les relations franco-irlandaises.

Cette évolution ne se concrétise réellement qu'à partir des années 1880. De 1874 à 1879, l'accession à la présidence de la III^{ème} République française du maréchal Mac-Mahon, prestigieux militaire auréolé de gloire, qui dirigea des troupes qui réprimèrent la Commune, catholique, conservateur et surtout fier de ses royales origines irlandaises, rassure les catholiques irlandais et laisse présager un nouveau rapprochement franco-irlandais : n'avait-il pas déjà prouvé en 1869 sa volonté de resserrer les liens entre les deux peuples en s'efforçant d'installer une colonie irlandaise en Algérie ? (28) En Irlande plus qu'en France où il restaure « l'ordre moral » après la tempête de 1871, Mac-Mahon apparaît comme un homme providentiel : dès 1860 il cristallise les attentes des nationalistes irlandais dont une délégation vient lui offrir une épée gravée financée par une grande souscription en Irlande (29). Durant les années 1870, Paris continue à accueillir des nationalistes irlandais, Fenians ou membres du nouveau parti pour le Home Rule dirigé par Parnell à partir de 1877 ; ainsi, le « supreme council » des Fenians se tient à Paris du 19 au 26 janvier 1879 (30). Les leaders des trois principaux mouvements nationalistes irlandais, le Férianisme, le parti pour le Home rule et la Ligue agraire de Michael Davitt, se rencontrent à plusieurs reprises dans la capitale française durant les dernières années de la décennie. Comme sous le Second Empire, les nationalistes irlandais effectuent des séjours souvent éphémères à Paris où ils s'appuient sur un noyau stable au centre duquel se trouve John O'Leary, les frères Casey et dans une moindre mesure James Stephens, évincé de la direction du mouvement et subsistant dans la plus grande indigence. Malgré cette apparente continuité, cette décennie se présente avant tout comme une période de transition. Affaiblie, la France se préoccupe essentiellement de la reconstruction nationale sur ses nouvelles bases républicaines ; de son côté, l'Irlande nationaliste, qui n'est plus dominée par le mouvement révolutionnaire Fenian mais par le parti pour le Home Rule en plein essor, concentre ses efforts d'une part sur la lutte parlementaire, et d'autre part, à la fin de la décennie, sur le redéploiement de la lutte agraire pour faire face à la recrudescence d'évictions. Chacun se recentre sur ses préoccupations nationales ; la France, dont aucune aide ne peut

être attendue à court terme, se détourne de la question irlandaise comme en témoigne la rareté des articles et des publications qui lui sont consacrés durant ces années.

La III^e République et la rupture de la tradition franco-irlandaise

Après cette période transitoire dans l'histoire des peuples français et irlandais comme dans celle des relations franco-irlandaises, les années 1880 sont d'abord marquées par de nouvelles tentatives entreprises par les nationalistes irlandais pour impliquer la société française dans la question irlandaise. Intégrant la mutation qui s'est opérée en 1871, le parti de Parnell s'efforce d'attribuer un nouveau rôle à la France, en s'appuyant sur la sensibilisation des élites françaises, amorcée durant les précédentes décennies. En 1881, Parnell lance une vaste campagne de propagande auprès de la presse française et surtout multiplie les contacts directs avec différentes personnalités politiques françaises, avec des membres influents du clergé catholique et du gouvernement français. Lors de visites à Paris de février à mars 1881, Parnell reçoit dans sa chambre de l'hôtel Brighton, situé 218 rue de Rivoli, des rédacteurs de quotidiens français de toutes tendances politiques, du *Figaro*, de *l'Événement*, du *Gaulois*, du *Citoyen*, de *l'Univers*, du *Télégraphe*, etc (31) ; au mois de février 1881, il est reçu à Paris par le maréchal Mac-Mahon puis par Ferdinand de Lesseps (32) et enfin par le cardinal Guibert, archevêque de Paris (33). A plusieurs reprises, Parnell rencontre également Henri Rochefort qui, en dépit de sa mésaventure en 1874 et du tort qu'il cause à son insu à la respectabilité du parti irlandais, demeure le principal promoteur de la cause irlandaise en France à travers ses quotidiens successifs (34). Le 16 février 1881, Victor Hugo convie à son tour le leader irlandais pour lequel il s'engage à rédiger un pamphlet pour l'Irlande, intitulé *L'Oppresseur et l'opprimé* (35). L'accueil reçu par Parnell et la profusion d'articles et d'ouvrages français consacrés à la question irlandaise témoignent de l'intérêt de l'opinion publique française, celle des élites, pour l'Irlande. Cette sensibilisation contraste avec la position adoptée par les gouvernements français durant cette décennie.

En effet, sollicités par les leaders irlandais, les républicains qui gouvernent la France durant les années 1880 réagissent avec une fermeté inédite, introduisant une nouvelle rupture dans les relations franco-irlandaises : pour la première fois, des patriotes irlandais réfugiés en France sont interpellés, incarcérés et même expulsés. A l'origine de ce brusque revirement se trouve la méfiance des républicains français à l'égard des Irlandais, perçus comme de fervents catholiques et comme des agitateurs en cette période de crise agraire aiguë en Irlande. Or, d'une part la III^e République française se construit en s'opposant au clergé et

aux anciens notables, et d'autre part l'agitation sociale, la recrudescence de grèves, l'effervescence entretenue en France par les anarchistes et l'extrême gauche font du maintien de l'ordre une priorité nationale. Jusqu'en 1880, les gouvernements français intégraient la question irlandaise dans leur diplomatie à l'égard de la Grande-Bretagne ; la tolérance adoptée à l'égard des réfugiés irlandais et les refus d'extradition étaient dictés par la volonté de régler des comptes avec l'Angleterre ou au contraire par le souci de ménager la puissance britannique. À partir des années 1880, les autorités françaises considèrent les nationalistes irlandais de Paris avant tout comme des agitateurs politiques plus ou moins menaçants pour l'ordre public : la question irlandaise est dorénavant essentiellement du ressort du ministère de l'Intérieur. Dès 1881, le gouvernement républicain de Jules Grévy exprime ses réticences en refusant d'accoler son nom à ceux de Parnell et de son lieutenant O'Kelly sur la liste des membres du comité formé pour organiser une célébration nationale en l'honneur de Victor Hugo : les affiches imprimées associant, parmi un très grand nombre de personnalités, le nom du président français à ceux des leaders irlandais, sont promptement retirées (36). La surveillance serrée dont les nationalistes irlandais de Paris sont l'objet à partir de 1880 n'est pas justifiée par la volonté de collaborer avec les autorités britanniques qui les pourchassent, mais uniquement par le souci du maintien de l'ordre : durant les années 1880, alors que la Ligue agraire dirigée par Parnell et frappée d'interdiction en Irlande se contente de placer à Paris ses documents, son organe *United Ireland* (37) et ses finances (38), entre les mains de John O'Leary, John Patrick Leonard puis Patrick Egan, le noyau de révolutionnaires irlandais se montre particulièrement actif, participant à des réunions anarchistes (39), organisant des complots, etc. Au centre de cette colonie de révolutionnaires irlandais se trouvent les frères Casey, en particulier Patrick, et Eugène Davis ; dès 1884, le préfet de police de Paris qui les fait surveiller de très près demande au ministre de l'Intérieur l'autorisation d'expulser ces Irlandais auxquels il reproche essentiellement leurs liens avec l'extrême gauche française et internationale ; or, comme le souligne l'illustre anarchiste Jean Grave, « il suffisait qu'un étranger fréquentât un groupe anarchiste, pour qu'il fût aussitôt expulsé » (40). Peu après, une trouble affaire autour d'un prétendu « conclave de la dynamite », envenimée par un certain John Lipton Knubley, qui ne fut probablement qu'un agent britannique infiltré parmi les Fenians de Paris (41), fournit un prétexte aux autorités françaises pour expulser trois nationalistes irlandais, dont l'illustre fondateur du mouvement Fenian, James Stephens. Si, en février 1883, Frank Byrne et John Walsh, Irlandais soupçonnés de complicité dans l'assassinat du vice-roi d'Irlande, lord Cavendish, et de son secrétaire, Thomas Burke, le 6 mai 1882, interpellés à Paris et menacés d'extradition

vers l'Angleterre, furent relaxés sous la pression de l'opinion publique française (42), en 1885, l'indignation exprimée en Irlande et par la presse n'infléchit pas la décision des autorités françaises : l'arrêté d'expulsion signé le 10 mars 1885 contre Eugène Davis, Mortimer Leroy et James Stephens est mis à exécution (43) et se traduit le 12 mars par leur interpellation, suivie de leur expulsion le jour suivant. Le cas de Stephens revêt une importance particulière ; réfugié en France depuis 1848, rejoint par son épouse avec laquelle il subsiste depuis dans la plus grande précarité, Stephens est devenu une figure historique du nationalisme irlandais, même s'il n'est plus alors qu'un « vieillard absorbé par ses études et ses travaux littéraires et [qu'il] ne se mêle de la politique irlandaise que pour recommander l'action au grand jour » (44) et non l'usage de la dynamite. Vilipendé par la presse française de gauche comme de droite, en l'absence de toute pression de la part de l'Angleterre, le président du conseil Jules Ferry rompt « l'amitié franco-irlandaise » enracinée depuis des siècles dans la mémoire collective des deux peuples en expulsant un personnage aussi symbolique que James Stephens. En 1885, les autorités françaises élargissent ainsi la brèche ouverte depuis 1871 dans les relations franco-irlandaises, dans le but de prévenir d'éventuels désordres politiques sur le territoire national.

Cette mesure s'inscrit ainsi dans le fil d'une évolution qui aboutit à la fin des années 1880, non pas à une rupture nette entre les deux peuples, mais à une distanciation et à un changement de nature dans leurs relations. Avant la guerre franco-prussienne, la France était perçue par les nationalistes irlandais comme une grande nation catholique, protectrice et alliée de l'Irlande depuis des siècles, et comme un refuge à proximité de leur île natale ; à partir de 1871, la France républicaine et parfois anticléricale n'est plus une véritable alliée militaire, mais elle apparaît toujours comme un puissant appui politique potentiel grâce au prosélytisme déployé à Paris par Parnell ; en 1885, l'expulsion des patriotes irlandais met en exergue l'impuissance de l'opinion publique française et brise le dernier pilier des relations franco-irlandaises en rompant l'impunité politique dont jouissaient jusqu'alors les Irlandais à Paris. Dès lors, l'amitié franco-irlandaise n'est plus qu'un mythe qui perdure dans la mémoire des deux peuples sous la forme d'une sympathie spontanée et réciproque.

Entre instrumentalisation politique et stéréotypes : la place de la question irlandaise dans la vie politique et culturelle des élites françaises

Au cours des trois décennies considérées, l'évolution des liens franco-irlandais semble guidée et déterminée essentiellement par les soubresauts de l'histoire politique française : ainsi, la guerre franco-prussienne est le

fruit des politiques extérieures de Napoléon III et du chancelier Bismarck, mais elle influe considérablement sur les relations franco-irlandaises. Dans cette perspective, les profondes mutations et les ruptures successives qui affectent les liens entre la France et l'Irlande nationaliste apparaissent comme les conséquences presque accidentelles et secondaires d'une autre histoire, politique, diplomatique et surtout essentiellement française.

Le contexte idéologique joue également un rôle important. Durant la première moitié du XIX^e siècle, l'engouement des élites françaises pour la question irlandaise découle d'une atmosphère romantique et d'une sensibilisation au problème des nationalités ; durant la seconde moitié du siècle, hormis l'Irlande et la Pologne, les unités nationales se réalisent, les luttes pour les libertés essentielles sont considérées comme acquises (45) ; la question irlandaise n'est plus au centre des préoccupations des « intellectuels » et des artistes, elle n'est plus qu'un instrument manié par les différents partis politiques, à travers leur presse, pour véhiculer leurs convictions idéologiques, pour appuyer leurs combats.

Par delà les incidences conjoncturelles, qui restent néanmoins décisives, par delà l'importance du contexte idéologique, les relations entre Français et Irlandais demeurent également, et dans une large mesure, déterminées par les perceptions, les images et les stéréotypes entretenus de part et d'autre. En effet, si les attentes des Irlandais découlent de cette « amitié franco-irlandaise » qui présente la France comme une grande nation catholique, attachée aux libertés fondamentales, les réactions des Français sont également conditionnées par l'image qu'ils se font de l'Irlande et de ses habitants. De fait, si les stéréotypes nationaux sont alors très prégnants, à défaut d'une connaissance suffisante des peuples étrangers, quels que soient les peuples considérés, les élites françaises n'appréhendent l'Irlande qu'à travers un prisme étroit d'images particulièrement figées, qui influent inconsciemment et de façon diffuse sur leurs réactions.

En France, l'Irlande apparaît avant tout comme une île sauvage, rurale, restée en dehors des évolutions politiques, économiques et sociales qui bouleversent les sociétés occidentales au cours du XIX^e siècle. Pour les hommes de droite, l'Irlande symbolise cette société simple, catholique, rurale, l'Ancien régime dont ils conservent la nostalgie ; en corollaire, les Irlandais apparaissent comme de « bons pauvres », simples, laborieux, pieux, qui luttent contre le Mal absolu qu'incarne l'Angleterre libérale et protestante. Au contraire, pour les républicains français, l'Irlande s'oppose aux notions de progrès, de civilisation et de liberté dans lesquelles ils placent tous leurs espoirs : ils stigmatisent cette enclave d'obscurantisme en Occident et ce peuple sauvage, inféodé à une Eglise rétrograde. L'ensemble des stéréotypes qui collent à l'image de l'Irlandais sont donc basés sur une même perception dont se dégagent deux

versions, l'une positive, l'autre négative ; mais dans les deux cas, l'Irlande est réduite à une île sauvage, hors de la civilisation occidentale, inculte et incapable de nourrir toute sa population. De même, bon ou mauvais, l'Irlandais reste primitif. S'il est difficile de mesurer l'impact de ces images sur les élites françaises, nul doute que ces présupposés furent d'autant plus nuisibles qu'ils furent assimilés comme des truismes, insidieusement, sans aucun effort de discernement. Or, ces stéréotypes, qui imprègnent l'ensemble des élites françaises, expliquent dans une large mesure la tiédeur des personnalités françaises et de la presse en dépit des sollicitations et des efforts déployés en France par les nationalistes irlandais. Ces images influent profondément sur les analyses du conflit irlandais en France et déterminent la crédibilité et l'importance qu'il convient d'attribuer aux nationalistes irlandais. En effet, comment soutenir sérieusement le combat d'autonomistes ou d'indépendantistes irlandais lorsque l'on est intimement convaincu de « l'infériorité biologique » de la « race irlandaise », de l'incapacité des Irlandais à prendre en main les destinées politiques et économiques de leur île ? Comment mieux justifier la tutelle de l'Angleterre sur l'Irlande qu'en comparant la « race irlandaise » à un enfant ou à une femme ? (46) Jusqu'en 1890 au moins, personne en France n'imagine donc sérieusement l'indépendance de l'Irlande.

Les années 1860 à 1890 constituent une période cruciale dans l'évolution des relations franco-irlandaises. « L'amitié franco-irlandaise », nourrie par des liens religieux, militaires et politiques multiséculaires se délite au fil des événements : la guerre franco-prussienne et la défaite française puis la Commune de Paris instituent une première rupture importante ; l'expulsion de James Stephens et de deux autres patriotes irlandais détruit le dernier pilier de la tradition franco-irlandaise. « L'amitié » demeure, mais elle n'est plus basée que sur des souvenirs devenus mythiques et sur une sympathie qui maintient des liens à défaut d'un véritable soutien. Déterminées par l'évolution de la vie politique française, les relations franco-irlandaises demeurent également tributaires des réactions des élites françaises face à la question irlandaise. Percue à travers un réseau étroit de stéréotypes défavorables, l'Irlande ne suscite au mieux qu'une bienveillance passive, au pire une animosité teintée de mépris. Desservie par des événements qu'elle subit par contrecoup, la question irlandaise pâtit en France de stéréotypes profondément enracinés dans l'imaginaire des élites, stéréotypes qui ne sont plus pondérés, après 1850, par la sensibilité des libéraux et des démocrates pour les nationalités. A l'issue de cette période, les liens franco-irlandais se sont étiolés au point de se résumer au souvenir « d'une amitié », souvenir entretenu jusqu'à nos jours.

NOTES

- 1 M. Buckley, « French influences on Young Ireland (1842-1845) », *Études Irlandaises*, décembre 1982, n° 7, pp. 99-113.
- 2 *The Irish Impressionists. Irish Artists in France and Belgium, 1850-1914*, Dublin, National Gallery of Ireland, 1984.
- 3 Édifié entre 1862 et 1875 sous la direction de Charles Garnier.
- 4 J.M. Lennon, « Paris of the Irish », *The Irish Ecclesiastical Record*, January 1955, vol. LXXXIII, pp. 260-261.
- 5 A.N., BB11, 534 (-5230x4), « Dossier de naturalisation : John Patrick Leonard ».
- 6 V. Hugo, *Actes et paroles : pendant l'exil 1852-1870*, Ollendorf, Paris, s.d., pp. 373-376.
- 7 (Mgr Félix), Dupanloup, *Discours prononcé par Mgr l'évêque d'Orléans en faveur des pauvres catholiques d'Irlande à Paris, le lundi saint, 25 mars 1861*, 78 p.
- 8 *Archives de la Compagnie de Saint Sulpice, Fond Dupanloup/Lagrange*, lettre de Joseph Mallorly, 3 mars 1864, et lettre de P.J. Nowlan, 7 mai 1864.
- 9 D. Ryan, *The Fenian Chief ; A Biography of James Stephens*, Dublin, Gill and Son, 1967, p. 233.
- 10 *The Irishman*, 22 septembre 1866.
- 11 *Trinity College, 9659d*, « Letters to James Stephens, n.d. », lettre de Léon Gozlan à James Stephens, s.d. (années 1860).
- 12 D. Ryan, *op. cit.*, p. 233.
- 13 *Archives du Ministère des Affaires étrangères, Correspondance consulaire et commerciale*, Dublin, vol. 7, 14 juin 1862.
- 14 *Archives diplomatiques de Nantes, Consulat général de France*, Dublin, vol. 7, 27 août 1870.
- 15 A. N., BB18 6509, Dossier n° 7920 A4, « James O'Kelly (1868) ».
- 16 *Devoy's Post Bag*, Dublin, 1948, tome II, p. 160.
- 17 *The Irishman*, 24 juillet 1869.
- 18 *Archives du Ministère des Affaires étrangères, Correspondance politique des consuls*, n° 45.
- 19 *Archives du Ministère des Affaires étrangères, Affaires diverses politiques, Angleterre*, n° 44.
- 20 *Archives diplomatiques de Nantes, Consulat général de France*, Dublin, n° 7.
- 21 *Archives du Collège des Irlandais de Paris, n° 64j*, Rapport sur « Le siège de Paris » par Ouin-la-Croix, 20 février 1871.
- 22 Sur cet aspect, voir : Janick Julienne, *La Question irlandaise en France de 1860 à 1890 : perceptions et réactions*, Thèse pour le doctorat de 3^e cycle, Paris, Université Paris VII, 1997, tome 1, pp. 193-206.
- 23 *Archives du Ministère des Affaires étrangères, Correspondance politique des consuls*, n° 45. Allusion à la bataille de Fontenoy, livrée le 11 mai 1745, à laquelle prirent part 4000 soldats irlandais (sur 50.000 hommes) dans l'armée française, victorieuse, opposée à l'Angleterre, au cours de la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748).
- 24 *Ibid.*
- 25 *Archives du Collège des Irlandais de Paris, n° 64j*, Rapport sur « La Commune de Paris 1871 », par Ouin-la-Croix, 30 mai 1871.
- 26 *Archives de la Préfecture de police de Paris, BA1246*, « Rochefort de Luçay ».
- 27 *Le Temps*, 18 février 1881.
- 28 *Centre des Archives d'Outre-mer, Algérie, F80-1804*, « colonie irlandaise d'Algérie ».
- 29 R.V. Comerford, « Anglo-French tension and the origins of fenianism », in *Ireland under the Union, Varieties of Tension, Essay in Honour of T. -W. Moody*, ed. by

- F.S.L. Lyons & R.A.J. Hawkins, Oxford, 1980, Clarendon Press.
- 30 T.W. Moody, « The New Departure in Irish Politics, 1878-79 », in *Essay in British and Irish History in Honour of James Eadie Todd*, ed by H.A. Cronne, London, 1949, pp. 303-333.
- 31 *Archives de la Préfecture de police de Paris, B.A. 1214*, « Parnell ».
- 32 *Archives du Ministère des Affaires étrangères, Affaires diverses politiques, Angleterre, vol. 5* : « dossier Grande-Bretagne. Pièces et documents divers, 1881 ».
- 33 *Archives de la Préfecture de police de Paris, B.A. 1111* : « Guibert ».
- 34 *La Lanterne, la Marseillaise*, puis *l'Intransigeant* (à partir de 1881), tous de tendance très radicale.
- 35 De fait, Victor Hugo ne semble pas avoir tenu cette promesse : absent de ses écrits publiés, ce pamphlet n'apparaît ni dans ses papiers conservés à la Bibliothèque Nationale, ni dans les archives de sa maison, place des Vosges, à Paris.
- 36 *Archives de la Préfecture de police de Paris, B.A. 884* : « Victor Hugo 1868-1885 ».
- 37 T. Corfe, *The Phoenix Park Murders. Conflict, Compromise and Tragedy in Ireland 1879-1882*, London, Hodder and Stoughton, 1968, p. 134.
- 38 *Devoy's Post Bag*, Dublin, 1948, tome I, pp. 429-430, 528-529.
- 39 *Archives de la Préfecture de police de Paris, B.A. 921* : « Davis Eugène ».
- 40 J. Grave, *Quarante ans de propagande anarchiste*, Paris, Flammarion, 1973, p. 157.
- 41 Sur cette affaire, voir : Janick Julienne, *op. cit.*, tome 2, pp. 385-396.
- 42 *Ibid.*, tome 2, pp. 372-385.
- 43 *Archives de la Préfecture de police de Paris, B. A921* : « Davis Eugène » et *B.A. 926* : « Mortimer-Leroy, réfugié irlandais ».
- 44 *La Justice*, 14 mars 1885, quotidien radical dirigé par Georges Clemenceau.
- 45 C. Charle, *Les Intellectuels en Europe au XIX^e siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 256.
- 46 E. Renan, « La poésie des races celtiques », *Histoire et paroles*, Paris, Robert Laffont, 1984, p. 311 : texte publié dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} février 1854, repris en 1859 dans *Essais de morale et de critique*.